

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 92 – mars 2018 – 5,50 €



Dossier thématique

Les timbres et la mémoire de la Résistance

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Prises de guerre et trophées des résistants

La fonction utilitaire de la prise de guerre, se procurer des moyens pour combattre, se prolonge par une fonction symbolique, celle de collecter des trophées comme preuves de sa victoire sur l'ennemi.

Les prises de guerre une nécessité pour équiper les résistants

Jusqu'au printemps 1944, la Résistance française manque cruellement d'armes et ce malgré la récupération de celles abandonnées par l'armée française en 1940. Face à cette situation, certains résistants n'hésitent pas à s'en procurer en attaquant des soldats allemands isolés ou des membres des forces de répression. D'autres utilisent des stratagèmes tout aussi efficaces comme les élèves du lycée Le Braz de Saint Briec qui dérobent des armes laissées sans surveillance aux portemanteaux de cafés par des soldats allemands⁽¹⁾. Même au moment de la Libération la capture d'armes sur l'ennemi est toujours une nécessité pour bon nombre d'insurgés. Par exemple, à la libération de Paris, André Noin, ancien des brigades internationales, combat dans le 17^e arrondissement avec un Mauser 98K, fusil de dotation standard dans l'infanterie allemande, qu'il s'approprie en gravant sur le côté gauche de la crosse le « V » de la Victoire et la croix de Lorraine, marques qui symbolisent le passage de cette arme dans l'arsenal de la Résistance⁽²⁾.

Mais, il n'y a pas que les armes, les munitions et les explosifs qui font défaut aux résistants, tous les autres équipements sont aussi activement recherchés et saisis sur l'ennemi. Les ceinturons, les cartouchières, les brodequins, les calots et dans certains cas les casques reprennent du service dans les rangs de la Résistance après avoir été débarrassés de leurs insignes nazis. Ainsi, un cliché du photographe professionnel Jean Dieuzaide, pris lors du défilé de la Libération

de Toulouse le 3 septembre 1944, présente des guérilleros espagnols engagés dans la Résistance française coiffés de casques pris aux Allemands qu'ils ont eu soin de repeindre en bleu.

Les trophées de guerre et leurs fonctions symboliques

S'emparer des armes et des attributs de l'ennemi n'a pas qu'une fonction utilitaire pour les résistants. Elle relève également de pratiques et rituels qui semblent d'un autre âge mais dont la fonction symbolique reste universelle. Dans la Rome antique, les généraux victorieux sont honorés lors d'un Triomphe, cérémonie durant laquelle ils défilent à la tête de leurs troupes et présentent leurs butins de guerre : armes et enseignes prises à l'ennemi, images des villes et des forteresses du pays conquis, trésors et insignes des rois vaincus... Signes concrets d'une victoire sur l'ennemi, ces prises de guerre permettent alors de s'approprier symboliquement la force vitale de l'adversaire. Comme dans l'Antiquité, après la victoire sur un ennemi, les résistants s'emparent de son arme mais aussi de tout attribut qui signale son appartenance au camp adverse comme les casques, les casquettes, les décorations et les insignes de grades... Cependant certains trophées ont plus de valeur que d'autres. C'est le cas des drapeaux nazis dont la capture est très souvent associée à une victoire sur une unité ou à la prise d'un bâtiment. Pour s'en convaincre, il suffit de voir le nombre de clichés pris pendant la guerre qui ont pour sujet le thème de la capture du dra-



Coll. privée mme Mayne 78

Des résistants décorent parfois les étuis des armes qu'ils capturent avec des attributs de l'ennemi (insignes de grades ou d'armes, décorations...). C'est le cas, pour ce FFI du Finistère qui a agrafé sur l'étui d'un pistolet allemand P38 des insignes de casquette d'un officier de la Luftwaffe, lesquels attestent au premier coup d'œil de son origine adverse.

peau ennemi. La force symbolique du trophée atteint son paroxysme au Berghof, la résidence secondaire d'Adolf Hitler à Berchtesgaden en Autriche. En ce lieu les soldats américains de la 101^e division aéroportée et les soldats français de la 2^e division blindée de Leclerc se livrent à une compétition acharnée pour la récupération de trophées. Certains de ces « souvenirs » sont aujourd'hui exposés dans des musées tels le musée de l'Armée ou le musée de l'Ordre de la Libération à Paris. Ils sont les signes tangibles du rôle de l'armée française dans la capitulation du Reich.

Certains n'hésitent pas à risquer leur vie lors des combats pour cette chasse aux trophées. Jesse Glenn Gray, docteur en philosophie américain qui a participé à la Seconde Guerre mondiale en tant qu'officier, explique ainsi ce phénomène pour les unités américaines : « *Les souvenirs ont pour fonction essentielle de donner au soldat l'assurance qu'il a encore un avenir au-delà de l'environnement destructeur qui constitue son présent. Ils représentent une promesse de survie* »⁽³⁾. Ce qui est vrai pour les soldats américains l'est aussi pour les résistants qui prennent parfois des risques inconsidérés pour se procurer ces « souvenirs de guerre ».

Au-delà de la preuve pour son propriétaire de sa participation à la libération d'une ville, aux combats victorieux d'un maquis ou à la prise d'un bâtiment occupé par les forces allemandes, certains de ces trophées vont devenir des objets à usage commémoratif comme ce calot récupéré sur un soldat de la Wehrmacht qu'un résistant du Finistère a transformé à son usage en y substituant les insignes nazis par son insigne FFI et une croix de Lorraine certainement pour le porter lors de cérémonies patriotiques⁽⁴⁾.

Frantz Malassis



Le 3 septembre 1944, des guérilleros espagnols équipés de pièces d'uniformes (casques, ceinturons, brodequins) et d'armes prises sur des soldats allemands (Mauser 98K), défilent dans les rues de Toulouse à la Libération.

©Photo Jean Dieuzaide/Service historique de la Défense, CHA-Vincennes, Fonds du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale

(1) Cf. Xavier Aumage et Julie Baffet, *Mémoire d'objets. Histories de résistants*, éd. Ouest France, 2016, p. 45.

(2) Pièce conservée au musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

(3) Cf. Jesse Glenn Gray, *The Warriors: Reflections on Men in Battle*, New York, Harper & Row, 1959, p. 119.

(4) Ce calot fait partie des collections du musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

En couverture: Un des projets non retenus du timbre-poste *Résistance* (1947) dessiné par Paul-Pierre Lemagny. Bon à tirer, essai de couleurs du premier timbre Jean Moulin dessiné et gravé par René Cottet pour la première série des « héros de la Résistance. Coll. musée de la Poste, Paris/ © La Poste, 2018.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les timbres et la mémoire de la Résistance

- « La Résistance obliérée » p. I à V
Par Laurent Douzou et Jean Novosseloff
- Les timbres comme enjeu de pouvoir p. VI
Par Fabrice Grenard
- Les timbres de la France libre
gravés par Edmond Dulac p. VII
Par Bruno Leroux et Frantz Malassis
- Le faux timbre Pétain
de Défense de la France : un objet
mémoriel à la Libération p. VIII
Par Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département
recherche et pédagogie p. 4
- Activités du département AERI p. 7
- Hommage p. 7
- Activités du département
documentation et publications p. 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance p. 5

À lire p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage
du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée, Paulina
Brault, Laurent Douzou, Fabrice Grenard, Frantz
Malassis, Jean Novosseloff, Hélène Staes
Fichier des abonnés : Amélia Polonia-Vaz
Maquette et impression : humancom - 2 bd du
général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 92 : 5,50 €
Commission paritaire
n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : mars 2018
Ce numéro comporte, sur l'ensemble du tirage, un
encart jeté *La Fondation de la Résistance ne perdurera pas sans vous !*.

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Il y a 75 ans, le 9 février 1943, le général de Gaulle créait la Médaille de la Résistance française, trois ans après avoir fondé l'Ordre de la Libération. Au cœur de la guerre, dans la tension de la préparation de la Libération du territoire national, il tenait à ce que l'engagement des hommes et des femmes qui l'avaient rejoint dans cette « *aventure incertaine* » reçoivent l'hommage de la Nation. *Patria non immemor*, la Patrie qui n'oublie pas, telle fut la devise latine qui fut frappée à son revers. L'attribution de cette décoration repose sur la constitution d'un mémoire de proposition dont les archives sont aujourd'hui une source inestimable pour mesurer la grande diversité des engagements, des parcours et des formes d'action de cette cohorte de volontaires. Comme les dossiers d'homologation des résistants gérés par le Service historique de la Défense, comme les archives collectées par le Comité historique de la Deuxième guerre mondiale conservées par les Archives nationales, comme la presse clandestine recueillie par la Bibliothèque nationale de France, l'accès plus aisé à tous ces *corpus* permet aux jeunes historiens d'investir de nouveaux champs de cette Histoire.

Il y a 25 ans, très exactement le 5 mars 1993, les résistants survivants créaient notre fondation. Après la disparition inéluctable de ceux qui avaient lutté dans l'ombre pour la France et la Liberté, au pire moment de notre histoire, ils voulaient que le souvenir de leur combat et les valeurs qui les avaient motivés survivent et inspirent les générations suivantes.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons créer des synergies, des partenariats avec les différents organismes qui œuvrent, comme nous, à mieux faire connaître l'Histoire de la Résistance. D'ores et déjà, la Fondation de la Résistance a signé des conventions avec les Archives nationales, le Service historique de la Défense, l'Ordre de la Libération, la Bibliothèque nationale de France.

Mais toutes les actions que nous menons, qu'elles touchent aux domaines de la recherche historique, de la pédagogie, de la mémoire et de la diffusion de ces connaissances par nos publications ou nos sites internet, nécessitent des moyens financiers qu'il est de plus en plus difficile à réunir de nos jours. C'est pourquoi vous trouverez, joint à ce numéro, un document qui vous présentera tous les moyens à votre disposition pour soutenir la Fondation de la Résistance : don, legs, donation assurance-vie ou tout simplement un abonnement de soutien à notre revue... Tous vos soutiens, même les plus modestes nous conforteront et nous permettront de poursuivre les missions assignées par nos fondateurs depuis 25 ans.

Depuis 25 ans des hommes et des femmes venus de tous les horizons se sont engagés au sein de la Fondation de la Résistance. Beaucoup de ceux de la génération des acteurs de cette période nous ont quittés, hélas. Récemment, avec la disparition de François Archambault, qui fut pendant très longtemps notre secrétaire général et le président de Mémoire et Espoirs de la Résistance, c'est la deuxième génération des enfants des acteurs qui a encore été touchée. Je voudrais ici saluer son dévouement à transmettre l'héritage de la Résistance mais aussi présenter mes sincères condoléances à son épouse et à ses deux enfants. La Fondation de la Résistance ne l'oubliera pas ! ●



Le mot du Président



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

La Fondation vous invite à la journée nationale de la Résistance le 27 mai 2018

Le 27 mai prochain, dans le cadre de la journée nationale de la Résistance commémorant l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil National de la Résistance, la Fondation de la Résistance présidera comme chaque année la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu. La Fondation y présentera symboliquement plusieurs drapeaux qui lui ont été confiés par des associations issues de la Résistance lors de leur dissolution.

Nous vous invitons à venir partager ce moment de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance.

Réserver cette date dans vos agendas.

Rendez-vous à 17h30 heures sous l'Arc de Triomphe.

Activités du département recherche et pédagogie

Formations et conférences sur l'enseignement de la Résistance

Le premier trimestre de l'année 2018 a été l'occasion pour l'équipe de la Fondation d'aller à la rencontre de la communauté éducative dans de nombreuses académies.

Enseigner la Résistance

La promotion active de l'ouvrage *Enseigner la Résistance* (Canopé Éditions) s'est poursuivie en ce début d'année par des événements d'envergure. Dans l'académie de Dijon, l'IA-IPR d'histoire-géographie référent « mémoire et citoyenneté », Pascale Goutagny, a organisé le 12 janvier dernier une formation sur le thème « Enseigner la Résistance ». Une quarantaine d'enseignants étaient réunis aux Archives départementales de Dijon pour accueillir les directeurs de l'ouvrage Tristan Lecoq et Laurent Douzou, accompagnés d'Hélène Staes, responsable des activités pédagogiques de la Fondation.

Le 21 février 2018, la Fondation de la Résistance était présente aux « 10 ans du Mémorial de l'internement et de la Déportation, camp de Royallieu » à Compiègne à l'invitation de la directrice du Mémorial, Anne Bonamy, et du directeur de l'atelier Canopé-Oise, Jean-Yves Bonnard. Fabrice Grenard a évoqué dans une conférence les enjeux actuels de l'enseignement de la Résistance. Hélène Staes a présenté l'ouvrage *Enseigner la Résistance* (Canopé Éditions).

Le 14 mars 2018, à l'initiative de François Icher, IA-IPR d'histoire-géographie référent « mémoire et citoyenneté », une centaine de personnes assisteront au lycée Pierre de Fermat à Toulouse dans la salle Jean-Pierre Vernant à la présentation du livre *Enseigner la Résistance* par Tristan Lecoq, Laurent Douzou et Hélène Staes, en présence de Réseau Canopé Toulouse. Cet événement marquera la fin d'une véritable campagne de promotion coordonnée par la Fondation, et commencée aux Rendez-vous de l'histoire de Blois en octobre 2016. Le livre pourra bien sûr toujours être présenté à l'invitation des partenaires et dans le cadre des formations académiques.

Formation interdisciplinaire

Pour la quatrième année consécutive, la formation académique interdisciplinaire « Résistance, répression, écriture » a eu lieu les 1^{er} et 2 février 2018 au siège de la Fondation de la Résistance et aux Archives nationales. Elle a réuni vingt-six enseignants de l'académie de Versailles inscrits via le Plan académique de formation. Cette formation académique s'adresse en priorité, mais sans exclusivité, à des binômes ou trinômes d'enseignants d'histoire-géographie, de lettres, de documentation et d'autres disciplines de mêmes établissements scolaires.

Au siège de la Fondation de la Résistance, la première journée a été consacrée aux différents registres d'écriture. Laurent Douzou, professeur des universités, a présenté l'historiographie de la Résistance au travers de textes puisés dans des registres variés écrits pendant et après la guerre. La matinée a été aussi l'occasion de présenter l'ouvrage *Enseigner la Résistance*. L'après-midi, une conférence à deux voix sur la poésie de la Résistance a été donnée par Anne Bervas-Leroux, agrégée de lettres et formatrice dans l'académie de Versailles, et l'historien Bruno Leroux. Des poèmes ont été étudiés sous un double regard littéraire et historique, montrant ainsi la pertinence d'un travail interdisciplinaire en classe. Ces conférences sont consultables sur le site du Musée de la Résistance en ligne.

Sur le site de Pierrefitte-sur-Seine des Archives nationales, la deuxième journée de formation a été consacrée à la question de la transmission des archives et à la production littéraire contemporaine. Patricia Gillet, conservateur en chef du patrimoine, a ouvert aux enseignants les magasins où sont conservés les cartons de la sous-série 72AJ (archives du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et fonds privés de la période). Elle a



Intervention à deux voix d'Anne Bervas-Leroux et Bruno Leroux sur la poésie de la Résistance.



Patricia Gillet dans les magasins où sont conservés les cartons de la sous-série 72AJ correspondant aux archives du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et fonds privés de la période.

ensuite présenté la salle des inventaires virtuelle consultable en ligne⁽¹⁾ et le travail de collecte des archives privées de la Seconde Guerre mondiale, dans lequel la Fondation de la Résistance a un rôle actif, en mettant l'accent sur les écrits d'Albert Grunberg⁽²⁾. Des documents originaux ont été exposés à cette occasion. Annick Pegeon, responsable du service éducatif des Archives nationales, a présenté l'offre pédagogique et les ressources en ligne. Frantz Malassis, chef du département documentation et publications de la Fondation, a ensuite proposé une typologie des photographies de la Résistance et une exploitation pédagogique sur le mouvement Défense de la France. Pascale Pérard, de la Maison des écrivains et de la littérature, a rappelé les modalités d'intervention d'un écrivain dans un établissement scolaire, avant que Françoise Henry, auteure du livre *Plusieurs mois d'avril* (Gallimard, 2011) ne présente les archives familiales qui ont inspiré son travail. Un dialogue entre Anne Bervas-Leroux et Françoise Henry a permis d'interroger le travail de l'écrivain et la question de la transmission d'une histoire familiale. Pour conclure, Hélène Staes, organisatrice de ces journées de formation, a présenté une sélection d'archives privées issues du fonds Octave Simon consultable sur le Musée de la Résistance en ligne. La formation sera renouvelée l'an prochain. ●

Hélène Staes

(1) Salle des inventaires virtuelle « Seconde Guerre mondiale » des Archives nationales www.archives-nationales.culture.gouv.fr/seconde-guerre-mondiale

(2) Son journal personnel a été publié aux éditions de l'Atelier en 2001 sous le titre *Journal d'un coiffeur juif à Paris sous l'Occupation*.



Photo Hélène Staes

Visite à Blois

À l'invitation de Jean-Marie Génard, des Rendez-vous de l'histoire de Blois, et de la DSDEN de l'académie d'Orléans-Tours, Fabrice Grenard et Hélène Staes ont présenté le thème et les ressources du CNRD 2018, « S'engager pour libérer la France », à un public d'enseignants et d'élèves à la bibliothèque Abbé Grégoire à Blois. Ce déplacement a été l'occasion de visiter le musée de la Résistance et de la Déportation de Blois en présence de

Michel Duru, résistant, de Yves Olivier, conseiller municipal délégué aux associations patriotiques et aux ordres nationaux, et du conservateur Laurent Quilichini. Cette visite a permis de présenter le projet de refonte du musée dans un nouvel espace et une scénographie repensée. La Fondation de la Résistance, à travers son directeur historique, Fabrice Grenard, jouera un rôle de conseil. ● HS

Les timbres et la mémoire de la Résistance

Ce dossier fait suite à la récente parution aux éditions du Félin du livre *La Résistance oblitérée. Sa mémoire gravée par les timbres* par Laurent Douzou et Jean Novosseloff. Il nous a paru intéressant de proposer à leurs auteurs d'en présenter les principaux acquis à nos lecteurs.

« La Résistance oblitérée »

Par Laurent Douzou, professeur d'histoire contemporaine à Sciences-Po Lyon, spécialiste de la Résistance et de la Seconde Guerre mondiale et Jean Novosseloff, président de l'association des amis de la Fondation de la Résistance

Que peuvent nous apprendre sur la mémoire de la Résistance les images véhiculées par les timbres-poste émis en hommage aux femmes et aux hommes qui se sont levés contre l'occupant et le régime de Vichy, à celles et ceux à qui leur action résistante a valu d'être déportés⁽¹⁾ ? Que peut-on comprendre des mémoires, distinctes et complexes, qui se sont élaborées, affrontées parfois, depuis 1945 à propos de la Résistance ? L'évolution que dessinent les émissions des timbres-poste, leurs figurines et leurs dates de mise en circulation coïncide-t-elle avec les lectures couramment faites de la concrétion de la mémoire de l'Occupation ? Parallèlement aux cérémonies et discours officiels, aux productions cinématographiques, aux récits publiés par les actrices et les acteurs de ces luttes, à l'historiographie élaborée par plusieurs générations d'historiens, que pouvons-nous comprendre du devenir de la mémoire de la Résistance en scrutant les timbres émis à son propos ?

Ces questions sont d'autant plus pertinentes et potentiellement fécondes que le processus par lequel les sujets des timbres commémoratifs sont choisis et conçus ne laisse pas le moindre interstice au hasard ou à l'improvisation. Il s'agit d'un parcours tout entier inséré dans une optique publique et officielle. Si les méandres n'en sont pas toujours faciles à repérer et à comprendre, il reste que c'est bien le pouvoir exécutif représenté par le ministre en charge de l'administration des Postes qui définit une ligne porteuse de sens. Les timbres commémoratifs expriment très exactement les faits, les événements, les épisodes, et par là, les valeurs, que les pouvoirs publics entendent promouvoir en même temps qu'ils reflètent le poids et l'influence des acteurs qui demandent, souvent avec insistance, leur réalisation. En conséquence, les émissions de timbres dédiés à la Résistance française constituent une sorte de baromètre de l'influence qu'ont pu exercer celles et ceux qui portaient sa mémoire. Si la représentation philatélique ne permet évidemment pas à elle seule de mesurer la force d'expression et de réception de la mémoire d'une période aussi dense que celle des années troubles de l'Occupation, elle en constitue tout de même un assez bon indicateur. Créé en France sous la Seconde République, le timbre-poste constitue, en effet, un indice hors pair des orientations et impulsions que l'État entend donner à la mémoire officielle. Miniature réalisée avec un art consommé par de talentueux artistes, il a ceci de remarquable qu'il peut être considéré à la fois comme un élément constitutif, révélateur et fixateur de la mémoire nationale.

Le timbre-poste *Résistance* émis le 10 novembre 1947.

Imprimé en taille-douce, ce timbre a été dessiné par Paul-Pierre Lemagny et gravé par Charles-Paul Dufresne. Le dessin de Paul-Pierre Lemagny offre la représentation d'une Résistance anonyme et démunie. Le résistant légèrement vêtu ne porte ni symbole politique affirmé (pas de brassard) ni arme.

Tous droits réservés/ Coll. privée/©La Poste, 2018.



SOMMAIRE

- « La Résistance oblitérée » p. I à V
Par Laurent Douzou et Jean Novosseloff
- Les timbres comme enjeu de pouvoir ... p. VI
Par Fabrice Grenard
- Les timbres de la France libre gravés par Edmond Dulac p. VII
Par Bruno Leroux et Frantz Malassis
- Le faux timbre Pétain de Défense de la France : un objet mémoriel à la Libération..... p. VIII
Par Frantz Malassis



Eugène Thomas.

Résistant-déporté,
dirigeant de la
FNDIR-UNADIF,
treize fois ministre
ou secrétaire d'État

des PTT, Eugène Thomas fut l'initiateur et
le défenseur farouche des cinq séries des
« Héros de la Résistance ».

Une mémoire quasi absente du paysage philatélique (1945-1957)

Une étude poussée des timbres « commémoratifs » mis sur le marché année après année met sérieusement à mal l'idée généralement admise selon laquelle la Résistance aurait été omniprésente dans la mémoire collective jusqu'au tournant des années 1970 marqué par un retour de bâton dont *Le chagrin et la pitié* de Marcel Ophüls (1971) et *La France de Vichy* de Robert Paxton (1973) auraient été les signes les plus marquants.

À rebours de ce que chacun croit savoir et tient pour solidement établi, la mémoire de la Résistance telle qu'on peut la percevoir à travers le prisme de l'édition de timbres de collection est étonnamment absente du paysage philatélique de la Libération jusqu'en 1957. De 1945 à 1947, si aucun timbre ne traite de la Résistance, plusieurs sont consacrés à la

Libération, en particulier celui émis le 16 janvier 1945 qui consacre le retour d'une nouvelle « *Marianne cavalière à la coiffe révolutionnaire*⁽²⁾ » dessinée et gravée par Pierre Gandon.

Il faut attendre novembre 1947 pour que les Postes françaises rendent un premier et tardif hommage à la Résistance à l'instigation de l'ancien Président du Conseil Félix Gouin et du ministre des PTT Eugène Thomas. Comme il est de règle en pareil cas, un concours est organisé et pas moins de 31 projets sont proposés avec une déclinaison de toutes les représentations de l'époque. Leur variété même démontre que l'évocation du terme générique de « Résistance » recouvre alors un très large spectre de représentations, d'une Résistance souffrante et anonyme à une Résistance guerrière et active en passant par des figures allégoriques féminines incarnant une République opprimée et emprisonnée qui se défend à mains nues et où bien souvent la croix de Lorraine est absente.

En fin de compte, l'image retenue – celle de Paul-Pierre Lemagny, un des plus remarquables dessinateurs de l'époque – représente la Résistance sous les traits d'un homme à la poitrine à demi nue que deux soldats allemands arrêtent et menottent. Le corps visiblement musculeux est légèrement vêtu comme pour souligner le dépouillement de la Résistance.

Finalement durant cette période, c'est la dimension militaire de la Résistance extérieure qui est mise en avant au détriment de la Résistance intérieure. Les hauts faits militaires de l'épopée de la France libre, de l'armée de Libération sont célébrés. Le maréchal

Leclerc est honoré par des émissions en 1948, 1953 et 1954 tandis que le maréchal de Lattre est célébré par deux timbres en 1952 et 1954. Les deux chefs de guerre sont ainsi hissés sur le pavois de la reconnaissance publique, leurs exploits exaltés, leur souvenir pieusement cultivé. Dans le même temps, trois timbres rappellent des faits d'armes glorieux : les combats de Narvik en 1940 en Norvège et de Bir Hakeim en 1942 (1952) ; les débarquements d'Afrique du Nord, de Normandie et de Provence (1954). En somme, l'exaltation de la dimension militaire de l'épopée de la Résistance extérieure se fait au détriment de la Résistance intérieure qu'elle éclipse totalement. Au demeurant, le timbre émis en 1947, par sa simplicité, par le dépouillement de la représentation qu'il propose, célèbre bien une Résistance sans arme et dépourvue du moindre attribut de puissance, très loin d'une peinture en majesté.

Un éclatant regain avec les cinq séries des « Héros de la Résistance » (1957-1961)

Au fil des ans, de nombreux résistants posent le diagnostic d'une disparition progressive de la Résistance dans la mémoire collective et s'en émeuvent. Jean Cassou note ainsi en 1953 dans *La mémoire courte* : « On peut passer l'éponge sur la Résistance, [...] prêcher la réconciliation dans l'aveuglement ... Mais les morts ? » C'est dans ce contexte que germe le projet des séries « Héros de la Résistance ». Le ministre des PTT

La première série des « Héros de la Résistance », 1957.

Cette première série des « Héros de la Résistance » comprend cinq hommes (dont trois compagnons de la Libération) appartenant à ce que Georges Altman appelait « la haute société résistante ». Étaient ainsi distinguées des personnalités qui avaient joué un rôle de premier plan dans la Résistance pionnière.

Ces cinq timbres sont imprimés en taille douce. *Jean Moulin*, dessin et gravure de René Cottet. *Honoré d'Estienne d'Orves*, dessin et gravure par Albert Decaris (Adagp, Paris, 2018). *Robert Keller*, dessin de Pierre-Paul Lemagny, gravure de Pierre Munier. *Pierre Brossolette*, dessin d'André-Spitz, gravure d'Henry Cheffer (Adagp, Paris, 2018). *Jean-Baptiste Lebas*, dessin et gravure de Robert Cami.



La cinquième série des « Héros de la Résistance », 1961.

Cette cinquième et dernière série agrège un compagnon de la Libération (Jacques Renouvin), un postier fusillé en juin 1944 (Paul Gateaud), un jeune résistant fusillé en 1944 (Lionel Dubray) et une religieuse morte héroïquement à Ravensbrück (Mère Elisabeth de l'Eucharistie).

Ces quatre timbres sont imprimés en taille douce. *Jacques Renouvin*, dessin d'André-Spitz, gravure de René Cottet. *Lionel Dubray*, dessin d'André-Spitz, gravure de René Cottet. *Paul Gateaud*, dessin d'André-Spitz, gravure de Jean Pheulpin. *Mère Elisabeth*, dessin d'André-Spitz, gravure de Jean Pheulpin.





Archives UNADIF, non classées.



Archives UNADIF, non classées.

Une des trois cartes philatéliques « Premier jour » illustrant le parcours de Léonce Vieljeux.

Celle reproduite ici illustre son premier acte d'opposition aux Allemands. Alors maire de La Rochelle, il « refuse en 1940 de remplacer le drapeau français par le drapeau allemand. » Deux autres cartes évoquent successivement son arrestation le 13 avril 1944 « avec son petit-fils et ses neveux » et son exécution « avec les siens et 114 membres du réseau Alliance dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1944 ».

Le timbre Léonce Vieljeux est dessiné par André-Spitz et gravé par Pierre Munier.

Reproduction de l'affiche de Gonzague parue dans *Le Déporté* (revue de l'UNADIF-FNDIR) n°104-105, avril-mai 1957.

Chacune des émissions des séries « Héros de la Résistance » et des « Hauts lieux de la Résistance » fut l'occasion d'une grande manifestation philatélique dans le hall et les salons du ministère des Postes, situés à l'époque avenue de Ségur à Paris. Toutes étaient placées sous le patronage du président de la République et organisées par l'Association des déportés, internés et familles de disparus (UNADIF).

Eugène Thomas en prend l'initiative en 1956. Cinq séries verront le jour entre 1957 et 1961. Là encore, cette initiative a de quoi désarçonner parce qu'elle infirme la manière dont sont habituellement appréhendées la propagation et la dissémination de la mémoire de la Résistance. Résistant-déporté, dirigeant de la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance-Union nationale des associations des déportés internés et familles de disparus (FNDIR-UNADIF), pur représentant du socialisme du Nord, solidement anticomuniste, son auteur, Eugène Thomas, prend cette décision parce qu'il ressent l'urgente nécessité de contrebattre l'effacement de la mémoire de la Résistance dans la phase de grands troubles que traverse la IV^e République. Il en résulte que la manifestation la plus spectaculaire entreprise pour promouvoir le souvenir de la Résistance est étrangère à la fois aux communistes et aux gaullistes, pourtant toujours présentés comme les deux versants, antithétiques mais complémentaires, d'une mémoire résistante hégémonique⁽³⁾.

L'examen des conditions dans lesquelles les héros choisis pour illustrer les séries philatéliques de prestige émises entre 1957 et 1961 ont été retenus démontre aussi la complexité du réseau des porteurs de mémoire à l'œuvre dans le processus de désignation. À côté de personnages de premier plan ayant exercé des responsabilités importantes et dont il n'est pas surprenant que la mémoire subsiste (Pierre Brossolette, Honoré d'Estienne d'Orves, Jean Moulin, Jean Cavallès, Fred Scamaroni, Jacques Bingen), on trouve dans ces séries des individualités dont le souvenir est porté par des proches (famille, amis, camarades de combat, etc.) qui multiplient les démarches pour qu'hommage soit rendu à leur sacrifice (Jean-Baptiste Lebas, Yvonne Le Roux, Louis Martin-Bret, Médéric-Védy, les cinq élèves du lycée Buffon

fusillés en 1943, Pierre Masse, Maurice Ripoche, Léonce Vieljeux, René Bompain, Jacques Renouvin, Lionel Dubray, Mère Elisabeth).

Eugène Thomas ayant posé pour règle qu'un postier, « ceux qui avaient été l'œil et l'oreille de la Résistance », figureraient dans chaque série, cinq d'entre eux accèdent à l'effigie postale : Robert Keller, Simone Michel-Lévy, Gaston Moutardier, Edmond Debeaumarché et Paul Gateaud.

En vertu d'une autre règle formulée publiquement et abruptement par Eugène Thomas le 18 mai 1957 à l'occasion de l'émission de la première série, il n'y a aucun résistant dûment estampillé communiste parmi les vingt-sept héros. « Je le dis carrément : sur le terrain de la Résistance, tous ceux qui – quelles que soient leurs opinions politiques – ont "bougé" dès 1940, sont mes frères. Ceux qui ont attendu 1941 ne seront jamais pour moi que des "alliés" faits en cours de route, le jour où Hitler, oubliant les félicitations qu'il avait reçues de Staline, après sa victoire sur l'armée française, décida d'attaquer la Russie⁽⁴⁾. »

À l'exception notable du parti communiste, les cinq séries émises entre 1957 et 1961 reflètent assez bien la diversité de la Résistance (France combattante, mouvements et réseaux de la Résistance intérieure) avec toutefois un net déséquilibre en défaveur des femmes, trois seulement ayant été choisies⁽⁵⁾. Dix des vingt-sept héros sont compagnons de la Libération. Tous les héros, à l'exception d'Edmond Debeaumarché (compagnon de la Libération, décédé en 1959, honoré dans la quatrième série un an jour pour jour après sa disparition), sont morts pendant l'Occupation : fusillés, abattus, torturés, décédés en déportation ou des suites immédiates de leur déportation. Ils donnent plutôt à voir l'image d'une Résistance issue de la France d'en haut, à travers ses élites et ses cadres. Les paysans, employés et ouvriers sont absents de l'éventail qu'ils dessinent.

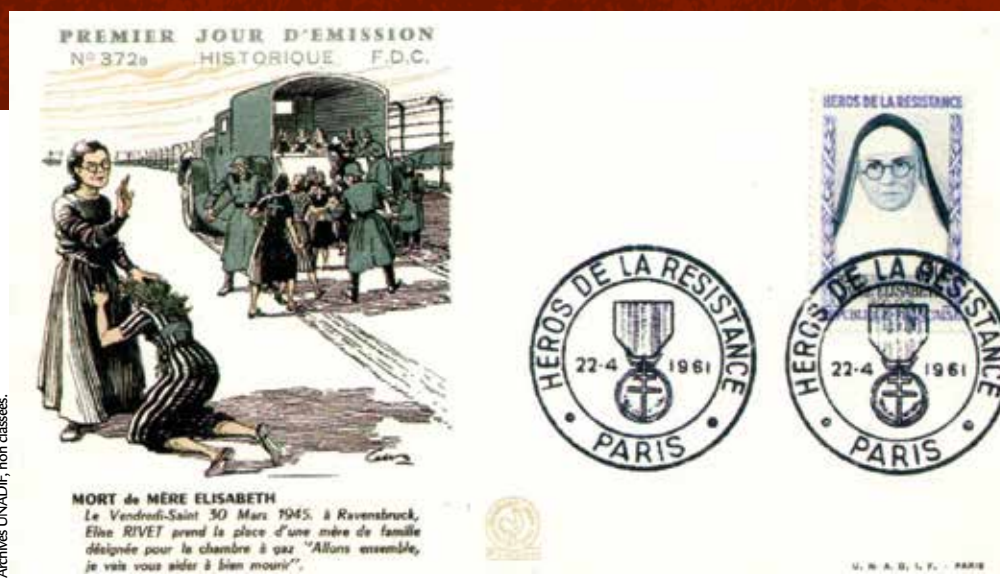
Au total, les séries des héros reflètent donc une mémoire particulière de la Résistance avec une surreprésentation de la mémoire socialiste et une place de choix octroyée à la résistance des PTT.

Les vingt-trois timbres qui constituent ces séries furent conçus et réalisés par des graveurs et dessinateurs de haute réputation. Ces femmes et hommes étaient représentés en buste, les visages de profil ou de face : « volontaires et résolus ». En haut de chaque vignette postale, en caractères gras leur titre : « HÉROS DE LA RÉSISTANCE » avec le portrait de chacun encadré par des gerbes de blés.

Le nombre de timbres émis au cours de ces cinq années fut considérable, soixante-dix millions de timbres, soit de 22 à 32 % des émissions totales (hormis, bien sûr, les timbres d'usage courant) au cours de ces cinq années.

L'examen des manifestations publiques et officielles auxquelles donnent lieu ces émissions montre à la fois l'éclat que le pouvoir entend leur donner et le très bon accueil qui leur est réservé dans la presse. On redécouvre à cette occasion la Résistance. Lors de ces manifestations, les associations, en particulier l'UNADIF et les postes, eurent à cœur d'éditer des séries de cartes philatéliques qui « racontent par l'image » le ou les parcours de ces héros.

En même temps, la ritualisation de l'exercice ne résiste pas à une certaine érosion d'autant que la cinquième et dernière série paraît au moment précis où le pouvoir gaulliste est brutalement défié par la tentative de putsch mené par des généraux depuis Alger en avril 1961. Cette collision entre l'exaltation de la mémoire résistante et les feux d'une actualité dramatique marque le chant du cygne de cette phase aussi intense que brève au cours de laquelle la Résistance a été remise au tout premier plan.



Une des trois cartes philatéliques qui retracent le parcours de Mère Elisabeth de l'Eucharistie depuis sa naissance en Algérie.

Celle-ci montre sa mort héroïque. « Le Vendredi Saint 30 mars 1945, à Ravensbrück, Elise Rivet prend la place d'une mère de famille désignée pour la chambre à gaz. »
Le timbre Mère Elisabeth est dessiné par André-Spitz et gravé par Jean Pheulpin.

Timbre-poste À la mémoire des résistants de l'Île de Sein émis le 9 avril 1962.

Imprimé en taille-douce, il a été dessiné et gravé par Albert Decaris.

La dilution de la mémoire de la Résistance (1961-2017)

Maintenues après le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958, les séries des héros de la Résistance connaissent leur cinquième et dernière émission en 1961. À cette date, le ministre des Postes, Michel Maurice-Bokanowski, ancien de la France combattante et compagnon de la Libération, annonce que les membres de la Commission consultative des timbres-poste ont décidé à l'unanimité de mettre fin au cycle inauguré en 1957. Sa justification est la suivante : « Le choix auquel ils étaient obligés de procéder entre d'authentiques héros était trop délicat et aussi arbitraire à l'égard de ceux dont le nom ne pourrait jamais être retenu⁽⁶⁾. » Il propose donc « d'honorer au-delà des personnes, l'idéal commun qui a uni tous ceux de la Résistance » par l'entremise d'une série de trois timbres reproduisant des lieux symbolisant la Résistance : le Mémorial de la France combattante du Mont-Valérien officiellement inauguré par le général de Gaulle le 18 juin 1960, l'île de Sein, le Vercors. Les trois timbres sont émis le 9 avril 1962. L'année suivante, deux timbres « glorifiant les idéaux de la Résistance et de la déportation » voient le jour : le premier sorti le 25 mars 1963 représente la crypte des déportés de l'île de la Cité à Paris, le second émis le 23 novembre reproduit le monument du cimetière militaire de Morette près de Thônes érigé en Haute-Savoie en mémoire des maquisards des Glières.

En mars 1964, deux vignettes sont émises. La première reproduit la statue du sculpteur français Gaston Watkin érigée dans les jardins du Luxembourg en 1956 en hommage à la jeunesse étudiante résistante. La seconde est dédiée à la déportation avec le sobre dessin des deux mains d'un déporté agrippées à des barbelés avec un mirador en arrière-plan.

Que les séries des héros se soient interrompues et aient cédé la place à une exaltation de lieux éminemment représentatifs de la mémoire de la Résistance signifiait sans doute que l'époque se

prêtait mal à la mise en avant de figures individuelles à caractère héroïque. Quoi qu'il en soit, la parenthèse se referma.

Depuis lors, des femmes et des hommes ayant appartenu à la Résistance ont été occasionnellement distingués par des timbres. Ainsi, le général Diego Brosset, commandant de la 1^{ère} Division Française Libre (1^{ère} DFL) et le général Charles Delestraint, chef de l'Armée secrète, ont chacun fait l'objet d'un timbre en 1971 mais cette distinction leur a été attribuée dans une classique « série des célébrités » aux côtés du prix Nobel de chimie Victor Grignard, du prestidigitateur Robert Houdin, de l'aviateur Henry Farman et du compositeur Daniel-François-Esprit Auber. On n'aurait pas pu mieux signifier, en les incluant dans cet inventaire à la Prévert, que le temps des héros de la Résistance, élus en qualité de représentants d'une frêle cohorte valeureuse, était révolu.

La Résistance et aussi le souvenir de l'horreur concentrationnaire ont ensuite continué à être évoqués, avec une intensité variable mais, tout bien considéré, extrêmement faible. De nouvelles figures ont été honorées au fil des ans : Frédéric-Henri Manhès⁽⁷⁾, Pierre Kaan⁽⁸⁾ et Jean Verneau⁽⁹⁾ représentés côte à côte sur un même timbre pour le 30^e anniversaire de la libération des camps de concentration (1975) ; Edmond Michélet, résistant et déporté, sans mention de ces deux qualités-là (1975) ; Eugène Thomas, ce qui était bien le moins compte tenu de son statut de résistant et de l'action qu'il avait déployée en faveur de la mémoire de la Résistance (1975) ; les martyrs de Châteaubriant (1981) ; Louis Armand, académicien et compagnon de la Libération, l'un des promoteurs de Résistance-fer, qui « participa sans relâche à cette glorieuse Bataille du Rail que l'écran a rendue légendaire⁽¹⁰⁾... » mais dont la qualité n'était pas précisée sur le timbre (1981) au contraire de Berty Albrecht⁽¹¹⁾ et Renée Levy⁽¹²⁾ célébrées chacune comme « héroïne de la Résistance » (1983) ; Danièle Casanova⁽¹³⁾ honorée au titre d'un « hommage à la

femme » (1983) alors même que cette résistante, morte en déportation, avait fait l'objet d'un véritable culte dès le temps de la clandestinité, son souvenir étant ensuite entretenu par les organisations féminines communistes lors de grandes soirées commémoratives⁽¹⁴⁾ ; Pierre Mendès France parti rejoindre Charles de Gaulle à Londres en février 1942 et engagé dans les Forces aériennes françaises libres, le timbre émis à son effigie en 1983 ne comportant aucune mention pour rappeler son appartenance à la France combattante. C'est également le cas pour les effigies postales consacrées à René Cassin, au titre des « Droits de l'Homme » (1983), Pierre Cot⁽¹⁵⁾ en 1986 ; Max Hymans, au titre du rôle qu'il avait joué dans l'aviation sans mention aucune de son action au sein du *Special Operations Executive*, pourtant célébrée au Royaume-Uni jusqu'à nos jours (1990) ; Marcel Paul, pour le dixième anniversaire de la mort de cet ancien député communiste, déporté à Buchenwald, que le timbre caractérisait en tant que ministre de la Production industrielle à la Libération et créateur d'EDF-GDF (1992) ; Félix Eboué, compagnon de la Libération, gouverneur du Tchad en 1940, rallié au général de Gaulle représenté en arrière-plan du timbre lors de sa visite à Brazzaville en janvier 1944 (2004) ; Guy Môquet qui constitue une exception car son nom s'identifie aux exécutions de Châteaubriant le 22 octobre 1941 (2007) sans pour autant qu'il en soit fait état et quelques autres, peu nombreux à dire vrai.

Très significatif de cet estompage étonnant est le timbre conçu en 2015 pour Laure Diebold, une des six femmes compagnon de la Libération, qui ne fait pas référence à son engagement résistant si ce n'est par la présence d'une croix de la Libération sur le côté gauche de son uniforme. Il faut, pour déterminer pour quelle raison un tel honneur est dispensé à cette femme à propos de laquelle le timbre ne livre aucune autre indication que ses dates de naissance et de décès (1915-1965), être capable d'identifier la décoration qu'elle porte...

Le mythe résistancialiste écorné

Au fond, depuis la Libération, la Résistance n'aura cessé d'être célébrée par les timbres de façon intermittente, pas toujours nécessairement claire et directe, avec de longues éclipses. À sa manière, la philatélie ou, pour dire mieux, la politique d'État conduite pour les émissions de timbres, aura vérifié la difficulté extrême de trouver le registre approprié pour évoquer la mémoire de la Résistance. Des fascinantes mais intimidantes séries des héros de la Résistance au troublant silence sur la qualité de résistant accompagnant les vignettes à l'effigie d'authentiques résistants, les timbres ont traduit l'impossibilité de transposer en images simples ce qu'avait été la réalité cachée de l'univers de la lutte clandestine.

Et pourtant, tous ces timbres, dessinés avec un talent consommé, gravés avec une expertise rare, cherchèrent constamment à être fidèles aux originaux et y parvinrent de remarquable manière. La difficulté, en réalité, n'était pas d'ordre technique mais renvoyait bel et bien au caractère insaisissable de la Résistance. Ainsi s'explique peut-être que son histoire n'ait pas été servie par la flamboyante et envahissante mémoire que postule la thèse résistancialiste défendue par Henry Rousso : « primo, la marginalisation de ce que fut le régime de Vichy et la minoration systématique de son emprise sur la société française, y compris dans ses aspects les plus négatifs; secundo, la construction d'un objet de mémoire, la Résistance, dépassant de très loin la somme algébrique des minorités agissantes que furent les résistants, objet qui se célèbre et s'incarne dans des lieux et surtout au sein de groupes idéologiques, tels les gaullistes et les communistes; tertio, l'assimilation de cette Résistance à l'ensemble de la nation, caractéristique notamment du résistancialisme gaullien⁽¹⁶⁾. »

Le flux ininterrompu des timbres « commémoratifs » depuis la Libération jusqu'à nos jours ne corrobore pas cette thèse. Les timbres ont fort peu célébré la Résistance quand rien n'eût été plus simple si telle avait été la volonté des pouvoirs publics. Quant aux communistes, ils ont été très longtemps, de la Libération jusqu'aux années 1970, privés de toute célébration philatélique. En ce qui concerne le général de Gaulle, s'il a effectivement, quand il était au pouvoir, laissé sculpter sa statue mémorielle, par exemple par l'émission le 20 juin 1960 à l'occasion du vingtième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 d'un timbre commémoratif édité à 10 millions d'exemplaires, le moins que l'on puisse dire est que la politique mémorielle du ministère des Postes sur laquelle il aurait pu peser n'a mis que parcimonieusement en avant la Résistance.

C'est si vrai que la parenthèse exceptionnelle que constitua la célébration des héroïnes et héros des séries éponymes ne dut d'exister qu'à l'action déterminée de petits groupes de survivants qui se savaient en dette vis-à-vis de leurs camarades morts dans un combat qu'ils avaient mené ensemble. C'est donc paradoxalement la vivacité de mémoires intimes – personnelles, familiales, amicales, voire partisans dans le cas des socialistes – qui aura permis, vaille que vaille, à la Résistance de se tailler une toute petite place dans l'abondante production des timbres de collection. Pierre Brossolette, présent dans la première série parue en 1957, parlait décidément d'or, dans son allocution prononcée sur les antennes de la BBC le 22 septembre 1942, lorsqu'il pronostiquait que les sacrifices des résistants ne se graveraient que dans « dans la mémoire fraternelle et déchirée » de ceux de leurs camarades qui leur auraient survécu. ■

Pour en savoir plus

Ouvrage de référence

Laurent Douzou et Jean Novosseloff, *La Résistance oblitérée. Sa mémoire gravée par les timbres*, Paris, éditions du Félin, 2017.

■ Cet ouvrage est la première étude historique sur les timbres-poste français comme vecteur de la mémoire de la Résistance. Richement illustré de timbres et souvenirs philatéliques émis par les Postes sur la Résistance française depuis 1945, il reproduit également de nombreuses pièces d'archives inédites issues des archives de l'UNADIF et du musée de la Poste comme les projets non retenus pour l'émission du timbre-poste *Libération* (1945) et *Résistance* (1947) qui offrent une vision très large des représentations graphiques en cours chez les artistes de l'immédiat après-guerre.



Sitographie

www.ordredelaliberation.fr

Sur le site du musée de l'Ordre de la Libération, on trouvera les biographies des compagnons de la Libération cités dans cet article qui ont fait l'objet de l'édition d'un timbre : Berty Albrecht, Louis Armand, Jacques Bingen, Diego Brosset, Pierre Brossolette, René Cassin, Jean Cavaillès, Edmond Debeaumarché, Charles Delestraint, Laure Diebold, Félix Eboué, Honoré d'Estienne d'Orves, Jean de Latre de Tassigny, Philippe Leclerc de Hauteclocque, Frédéric-Henri Manhès, Simone Michel-Lévy, Jean Moulin, Jacques Renouvin, Fred Scamaroni, Gilbert Védry (Médéric-Védry).

(1) Pour la déportation, se reporter à Michel Claverie, *Une mémoire philatélique des camps*, Strasbourg, éditions du Signe, 2014.

(2) Les bustes de Marianne avaient été bannis des mairies et sa représentation éliminée des timbres d'usage courant par le régime de Vichy.

(3) Pierre Nora, « Gaullistes et communistes », dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire III : Les France. 1. Conflits et partages*, Paris, Gallimard, 1992.

(4) Discours prononcé à l'inauguration de la « grande manifestation philatélique à la mémoire de la Résistance » reproduit dans *Le Déporté* n°105-106, avril-mai 1957.

(5) Se reporter à Claire Andrieu, « Les résistantes. Perspectives de recherche », *Le Mouvement social*, numéro spécial « La Résistance, une histoire sociale », juillet-septembre 1997, p. 69-96.

(6) Extrait de son discours lors de l'inauguration de l'exposition organisée par l'UNADIF à l'occasion des émissions des Hauts lieux de la Résistance.

(7) Proche de Jean Moulin dans la Résistance, Frédéric-Henri Manhès est délégué du comité national français pour la zone occupée et responsable de Ceux de la Libération.

(8) Membre de Libération Sud, proche de Jean Moulin, Pierre Kaan participe à l'unification des mouvements de Résistance.

(9) Le général Jean Verneau est chef d'État-major de l'armée de Vichy ce qui lui permet de couvrir l'action clandestine de l'armée. À la dissolution de l'armée d'armistice, il entre dans la clandestinité pour diriger l'action de l'Organisation de Résistance de l'armée (ORA). Arrêté en octobre 1943, il meurt à Buchenwald en septembre 1944.

(10) Propos tenu par Jean Rostand dans le discours qu'il prononça à l'Académie le 17 mars 1961 lors de la réception de Louis Armand.

(11) Berty Albrecht joue un rôle déterminant à la direction du mouvement Combat notamment en étant responsable de son service social. Arrêtée pour la deuxième fois en mai 1943, elle meurt à Fresnes.

(12) Membre du groupe de résistance du musée de l'Homme et du réseau Hector, Renée Lévy est arrêtée puis guillotinée en août 1943 à la prison de Cologne.

(13) Avant-guerre, Danièle Casanova est membre de l'Union des jeunes filles de France (UJFF) organisation des jeunes communistes. Passée dans la clandestinité, elle a un rôle essentiel pour mettre en place l'organisation armée de la résistance communiste. Arrêtée, elle est déportée à Auschwitz où elle meurt en mai 1945.

(14) Sandra Fayolle, « Danielle Casanova (1909-1943) » in *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, p. 383.

(15) Ministre de l'Air sous le Front populaire, Pierre Cot gagne Londres le 17 juin 1940 et rejoint les États-Unis. Il entre à l'Assemblée consultative provisoire en novembre 1943. De Gaulle l'envoie en mission en URSS (mars-juillet 1944).

(16) Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy*, Paris, Le Seuil, 1987, p. 21.



Timbre de vingt centimes noir au type Cérès.

Ce premier timbre-poste, émis en France le 1^{er} janvier 1849, représente Cérès, déesse romaine des moissons et de la liberté, allégorie également d'une République pacifiée et plutôt conservatrice pour ne pas être assimilée à celle de 1793. L'apparition du prince président en 1852 montre pour sa part une personnification du pouvoir laissant augurer une évolution du régime vers l'Empire. Après la campagne d'Italie, le portrait de Louis-Napoléon figurant sur les timbres sera surmonté d'une couronne de lauriers. Avec la décomposition du territoire national en 1870-1871 sous le coup de l'invasion prussienne, la continuité des échanges postaux constitue un enjeu crucial pour éviter un effondrement total de l'État, nécessitant de recourir à certains artifices en terme de production de timbres et d'affranchissements dès lors que les différentes régions françaises ne pouvaient plus communiquer régulièrement entre elles. C'est dans ce contexte que sont développés les célèbres « ballons montés » afin de permettre l'expédition de courrier depuis Paris par voie d'aérostats alors que la capitale est totalement encerclée par les troupes prussiennes. Des émissions spéciales de timbres furent réalisées par les autorités républicaines (avec un retour du portrait de Cérès), les conditions de pénurie obligeant d'utiliser un papier de mauvaise qualité. Alors que les Parisiens durent utiliser leurs fonds de tiroir pour pouvoir affranchir leurs lettres, les services postaux ont également été obligés d'accepter les timbres où figurait le portrait de Napoléon III, bien que le Second Empire ait été aboli. Les cachets étaient également réalisés de façon tout à fait artisanale,

Timbre de 5 centimes Napoléon III

Le timbre-poste à l'effigie de l'Empereur Napoléon III d'une valeur faciale de 5 centimes est émis en novembre 1854. Dessiné et gravé par Jacques-Jean Barre, pour un tirage de plus de 74 millions d'exemplaires (entre novembre 1854 et août 1862), ce timbre illustre parfaitement la personnification du pouvoir impérial.

Les timbres comme enjeu de pouvoir *Par Fabrice Grenard*

De la même façon que les pièces de monnaies, les timbres ont toujours constitué des instruments pour le pouvoir en place, à la fois pour servir d'outil de propagande mais également pour bien marquer le contrôle du territoire par un État souverain.

La première émission de timbres en France date du 1^{er} janvier 1849. La Seconde République fait alors le choix pour illustrer ce premier timbre d'une divinité romaine, Cérès, double symbole des moissons et de la liberté, allégorie également d'une République pacifiée et plutôt conservatrice pour ne pas être assimilée à celle de 1793. L'apparition du prince président en 1852 montre pour sa part une personnification du pouvoir laissant augurer une évolution du régime vers l'Empire. Après la campagne d'Italie, le portrait de Louis-Napoléon figurant sur les timbres sera surmonté d'une couronne de lauriers. Avec la décomposition du territoire national en 1870-1871 sous le coup de l'invasion prussienne, la continuité des échanges postaux constitue un enjeu crucial pour éviter un effondrement total de l'État, nécessitant de recourir à certains artifices en terme de production de timbres et d'affranchissements dès lors que les différentes régions françaises ne pouvaient plus communiquer régulièrement entre elles. C'est dans ce contexte que sont développés les célèbres « ballons montés » afin de permettre l'expédition de courrier depuis Paris par voie d'aérostats alors que la capitale est totalement encerclée par les troupes prussiennes. Des émissions spéciales de timbres furent réalisées par les autorités républicaines (avec un retour du portrait de Cérès), les conditions de pénurie obligeant d'utiliser un papier de mauvaise qualité. Alors que les Parisiens durent utiliser leurs fonds de tiroir pour pouvoir affranchir leurs lettres, les services postaux ont également été obligés d'accepter les timbres où figurait le portrait de Napoléon III, bien que le Second Empire ait été aboli. Les cachets étaient également réalisés de façon tout à fait artisanale,

les bureaux de postes parisiens ayant recours à des surcharges manuelles en raison de la pénurie d'encre et de matériel.

Si elle ne constitue donc pas une exception en la matière, la période de l'Occupation et de la Libération illustre elle aussi au plus haut point les enjeux politiques liés à l'émission de timbres. À nouveau, comme sous le Second Empire, le régime de Vichy utilise les timbres au service du culte de la personnalité développé cette fois-ci autour du maréchal Pétain. L'émission du premier timbre à l'effigie de Pétain est réalisée en décembre 1940. Il s'agit d'un timbre de un franc, rouge, grand format, destiné à l'affranchissement du courrier ordinaire. Le sigle « RF » (« République française ») a été supprimé, la légende portant la formule suivante : « Postes françaises ». Au total, les 40 timbres à l'effigie de Pétain imprimés au cours de la période ont été tirés à 6 milliards et demi d'exemplaires ! Différentes émissions de timbres valorisent les réalisations du régime dans le cadre de la Révolution nationale, comme par exemple le retour à la terre, la corporation paysanne, la charte du travail. Enfin, des thématiques correspondant aux valeurs du régime sont également adoptées pour illustrer des émissions portant par exemple sur l'histoire de la monarchie ou les provinces françaises (à travers différentes séries de blasons).

À la Libération, les timbres se trouvent au cœur des nombreux enjeux liés au passage d'un pouvoir à un autre mais également à la présence des forces alliées en France. Symbole de la restauration républicaine, la série des Marianne a débuté à Londres et Alger (« Marianne de Dulac »).

En métropole, la nécessité pour la Résistance d'avoir ses propres timbres et l'inversion du pouvoir qui est à l'œuvre localement dans certaines régions dès 1943 avec l'essor des maquis entraînent la création de faux timbres ou l'utilisation de surcharges spéciales dites « patriotiques » (mentionnant par exemple le symbole République française) sur les timbres officiels du régime de Vichy, notamment les portraits de Pétain. Dans le cadre des projets américains visant à instaurer une administration militaire pour les territoires occupés, l'*Allied Military Government of Occupied Territories* (AMGOT), des timbres sont imprimés à Washington portant un dessin de l'Arc de triomphe et la mention « France » (et non « République française »). 56 millions de ces timbres sont imprimés aux États-Unis. Si l'AMGOT ne verra finalement pas le jour, le général de Gaulle autorise néanmoins l'utilisation de ces timbres sur le sol français. Les premiers timbres Arc de Triomphe apparaissent le 11 septembre 1944 à Carentan (Manche) puis en octobre dans le reste de la Normandie ainsi qu'en Bretagne. Une mise en vente générale a lieu à Paris le 9 octobre 1944. De son côté, le GPRF procède dès septembre 1944 à l'émission de nouvelles séries de timbres illustrant le rétablissement de la République, notamment deux séries provisoires portant des dessins de Mercure et d'Iris avec la mention « République française ». Une nouvelle série de Marianne est adoptée, celle réalisée par l'artiste Pierre Gandon. Cette « Marianne des barricades », qui porte le bonnet phrygien et possède un port de tête et un regard fiers, affranchira le courrier jusqu'en 1954. Elle célèbre la IV^e République en cours d'instauration, la victoire en marche, la reconstruction commencée. ■

Premier timbre à l'effigie de Philippe Pétain.

Dessiné et gravé par Jules Piel, imprimé en taille-douce à 4 millions d'exemplaires, il est le premier d'une longue série de timbres à l'effigie de Pétain qui serviront à développer le culte de l'homme providentiel, thème récurrent de la propagande de l'État français.

Timbre « Arc de Triomphe de Paris » 2 francs 50

Dessiné par William A. Roach et imprimé aux États-Unis, ce timbre appartient à une série destinée à être utilisée par l'AMGOT en France. Les 10 timbres qui constituent cette série, portent les mentions « Liberté, Égalité, Fraternité » et « France » au lieu de « République française ». Bien qu'autorisés à circuler sur le sol français par le GPRF, ils sont peu utilisés car leurs valeurs faciales ne correspondent pas aux tarifs d'affranchissement de 1944. Ils sont finalement retirés de la vente le 12 mai 1945.



Les timbres de la France libre gravés par Edmond Dulac

Par Bruno Leroux et Frantz Malassis

Les timbres-poste sont un moyen pour la France libre d'affirmer son contrôle sur les territoires qu'elle rallie à sa cause. Leurs émissions rendent compte de son histoire et de l'image qu'elle cherche à véhiculer durant la guerre.

Edmond Dulac (1882-1953) est un illustrateur français installé en Angleterre en 1905, devenu britannique en 1912. Il acquiert une telle célébrité dans son art qu'il est chargé de concevoir des billets de banque et des timbres pour la Couronne⁽¹⁾. Présenté au général de Gaulle à Londres à la fin 1940, Dulac va devenir « le » dessinateur des timbres et des billets de banque de la France libre, au fur et à mesure des ralliements des colonies.

Le corpus et ses conditions de réalisation

Cette production philatélique, d'une rare qualité, évoque directement le combat de la France libre à travers ses premiers timbres consacrés à l'Afrique Équatoriale française et au Cameroun (décembre 1941 ; voir ci-contre).

Le plus souvent, l'allusion est indirecte, par la croix de Lorraine associée au sigle RF, et l'image centrale reprend des emblèmes ou des symboles locaux : un arbre du voyageur ou ravenala pour Madagascar (1943), une fleur de lotus pour les Établissements français dans l'Inde (1942), une tipairua ou pirogue double pour l'Océanie (1942), un cagou huppé, oiseau endémique de l'île, pour la Nouvelle Calédonie (1942), un morutier à voile pour Saint-Pierre et Miquelon (1942), des productions agricoles pour la Réunion (1943), une sculpture polynésienne pour les îles Wallis et Futuna (1944).

D'autres vignettes postales évoquent les progrès technologiques : locomotive pour Djibouti (1943), avion moderne pour la Poste aérienne (1943). Chacun de ces timbres coloniaux est décliné en 14 couleurs correspondant à 14 valeurs faciales grâce à l'utilisation de la nouvelle technique de la photogravure⁽²⁾.

Dès 1942, le général de Gaulle demande aussi à Dulac un projet de Marianne pour les timbres et les billets de banque destinés à l'Empire et, plus tard, au territoire métropolitain libéré⁽³⁾. Enfin, en 1943, son timbre destiné à l'Afrique Occidentale française illustre avec deux soldats coloniaux l'union FFL-Armée d'Afrique en vue de la Victoire.

Les publications consacrées à ces timbres par la France libre⁽⁴⁾ montrent à quel point ces créations étaient une commande hautement « politique » : Dulac a dû produire plusieurs maquettes pour chaque timbre, tant pour le choix d'une image centrale que pour la combinaison entre celle-ci et le texte. Ainsi, c'est l'archéologue Joseph Hackin qui a fait adopter la fleur de lotus, à cause de sa capacité à « faire sens » pour les différentes religions représentées dans les Établissements de l'Inde.

Comment Dulac représente l'Empire français libre

Pour comprendre l'importance des timbres coloniaux dessinés par Dulac, il faut rappeler que Vichy produit au même moment, à destination de l'Empire resté sous son contrôle, des timbres qui remplacent le sigle RF par la tête de Pétain (en haut à droite...) tout en gardant l'imagerie traditionnelle du timbre colonial français, basée sur le pittoresque : paysages, types humains.

La colonie y est vue exclusivement à travers un regard européen et, graphiquement, la tête du Maréchal est littéralement plaquée sur l'image principale, comme un reflet du pouvoir personnel qui s'impose à tous, métropolitains comme populations locales.

L'esthétique choisie par Dulac rompt avec ces timbres, à plusieurs titres. Bien sûr, en premier lieu, par la figuration du nom et de l'emblème de la France libre, mais associés au sigle RF. Cette association a dû être adoptée au plus tard en septembre 1941, preuve que la France libre s'est réclamée officiellement de la République à une date plus précoce qu'on ne le dit généralement⁽⁵⁾. Elle combine

Coll. privée



Le timbre au phénix dessiné par Edmond Dulac pour l'Afrique Équatoriale française, en décembre 1941.

Cette première apparition du phénix dans la philatélie française traduit la gravité de l'effondrement de juin 1940 : il y a bien eu « mort » de la France à cette date. Edmond Dulac s'est inspiré d'une représentation du Fenghuang, phénix chinois, d'un bas-relief de la dynastie

Han. Il est surmonté par une croix de Lorraine et les initiales RF traitées graphiquement à égalité sous le nom « France libre ». Celle-ci affirme ainsi à la fois sa fidélité à la République et sa spécificité : le graphisme incarne ici l'ouverture possible vers une république nouvelle.

Le timbre dessiné par Edmond Dulac pour le Cameroun en décembre 1941.

Edmond Dulac reprend le dessin de la décoration de l'Ordre de la Libération : la croix de Lorraine-glaive, qui assimile implicitement la lutte contre Hitler à une croisade. Il l'intègre à un bouclier, qui peut évoquer aussi les boucliers de cuir camerounais. Cette image centrale et le sigle RF sont eux-mêmes encadrés par de larges motifs triangulaires clairement africains, qui évoquent en particulier les formes et revêtements des constructions des paysans du Nord-Cameroun⁽⁷⁾. Cette intégration entre emblèmes français et camerounais, non hiérarchisée, symbolise bien le fait que la France qui veut continuer le combat en 1940-41 est africaine avant tout, par ses territoires et ses effectifs.



Coll. privée

le refus du pouvoir personnel et la volonté d'incarner la France qui se bat contre l'Allemagne nazie : la croix de Lorraine en est le symbole, renforcé par l'image des armes sur le timbre Cameroun, sans doute parce qu'il s'agit d'une ancienne colonie allemande.

Par ailleurs, Dulac renouvelle en partie la représentation du territoire colonisé. D'une part, l'image du train pour Djibouti et le choix pour le timbre « poste aérienne », du modèle d'avion le plus récent, le premier quadrimoteur⁽⁶⁾, concrétisent une imagerie du progrès qui deviendra un lieu commun du timbre colonial dans l'après-guerre. Sur tout, le graphisme de ses timbres marque une reconnaissance des cultures locales : le pittoresque, signe d'un regard européen condescendant, est remplacé par un traitement plus abstrait qui élève l'imagerie locale (animal, plante, bateau) au rang de symbole, au même titre que les traits européens du timbre (sigles, croix de Lorraine). Cette esthétique nouvelle permet d'entremêler de façon plus égalitaire les deux aspects du timbre colonial. ■

(1) En 1937, l'effigie du roi George VI qu'il dessine est choisie pour illustrer les timbres britanniques d'usage courant.

(2) cf. David Scott, « L'image ethnographique : le timbre-poste colonial français africain de 1920 à 1950 » in *Protée*, automne 2002, p. 52.

(3) Leur diffusion en métropole durera jusqu'à l'été 1946 (cf. *Le patrimoine du timbre français* sous la dir. de Jean-François Brun, éd. Flohic, 1998).

(4) Article non signé « Free French colonial stamps designed by Edmond Dulac », dans *La Lettre de la France Libre: News of the Free French Movement* n° 15, février 1942 ; accessible sur le site de la Fondation de la France libre. Brochure *The Story of Free French Colonial Stamps* (Londres, Harrison & Sons, sd).

(5) Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *De Gaulle, la République et la France libre*, Perrin, 2014, p. 226.

(6) Précision donnée dans la brochure *The history of Free French Stamps*. C'est sans doute le Douglas DC-4 américain.

(7) *Ibidem*.

Le faux timbre Pétain de Défense de la France : un objet mémoriel à la Libération

Par Frantz Malassis

Réalisé dans les derniers mois de l'Occupation par le mouvement de Résistance Défense de la France en vue de diffuser par voie postale son journal clandestin, le faux timbre Pétain est vendu après la Libération au profit de ses œuvres sociales.

Une prouesse technique en pleine Occupation

Gravé par l'atelier des faux papiers du mouvement Défense de la France (DF), le faux timbre à l'effigie de Philippe Pétain d'une valeur faciale de 1 franc 50 est imprimé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, fin janvier 1944, sur l'une des presses clandestines du mouvement installée dans un immeuble parisien, 88 rue de Lille dans le VII^e arrondissement, au domicile de Françoise de Rivière, membre de l'organisation.

Sa matrice est réalisée par Émile Courmont, photographe acquis à la Résistance, lequel photographie un bloc de quatre timbres authentiques dont il reporte six fois l'image sur un cliché en zinc avant de le graver à l'«eau-forte» (acide nitrique). La réunion de quatre de ces clichés en zinc de 24 vignettes permet alors l'impression sur une presse à platine de type Minerve de feuilles de 96 faux timbres au lieu de 100 sur celles des Postes.

Les conditions matérielles de sa fabrication expliquent également d'autres différences. De par la technique de reproduction employée, la photogravure, l'impression est légèrement empâtée et présente des différences de teintes allant du brun clair au brun noir. De plus, en ces périodes de pénurie, DF ne peut se procurer qu'un papier de médiocre qualité, plus fin mais surtout non gommé contraignant les résistants à coller ces timbres un à un au moyen d'un pinceau⁽¹⁾. Mais la difficulté majeure réside dans la dentelure. Après des essais infructueux avec une machine à coudre, les faussaires de DF réussissent à se procurer une machine permettant de réaliser une dentelure mais de 11 et demie contre 14 pour l'original.

Quelles que soient leurs imperfections, de février à la fin mai 1944, ces contrefaçons postales permettent l'expédition, sans frais et dans tout le pays, de 10 000 à 40 000 exemplaires du journal *Défense de la France* à des personnes jugées influentes⁽²⁾ en complément de la diffusion assurée localement par les membres du mouvement.

Un souvenir philatélique vendu au profit des œuvres sociales de DF

Dans les derniers mois de l'Occupation, Philippe Viannay et les dirigeants de Défense de la France s'emploient à conserver des traces matérielles de l'action du mouvement en vue de le faire (re)connaître à la Libération. Un reportage photographique sur les presses clandestines et les ateliers typographiques est ainsi réalisé en vue d'être publié après-guerre⁽³⁾. Dans cet esprit, le

© Service historique de la Défense, CHA-Vincennes, Fonds du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale



2 juin 1944, «un don anonyme» de quatre clichés en zinc de «24 timbres à 1,50 F à l'effigie de Pétain, utilisés dans la clandestinité» est fait à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine-Musée de la Grande Guerre dépendant de l'Université de Paris. Deux de ces clichés seront rétrocédés en même temps que des spécimens du faux timbre par son conservateur au Musée postal le 18 décembre 1944⁽⁴⁾.

Si on ne connaît pas, même approximativement, le tirage total de ce timbre de contrebande, en revanche on sait que le 26 décembre 1944, le mouvement DF possède encore près de 10 000 feuilles de 96 faux timbres⁽⁵⁾ qui ont perdu toute valeur d'affranchissement ! Michel Bernstein et Monique Rollin, responsables de l'atelier des faux papiers, ont l'idée d'organiser la vente de ce stock au profit des œuvres sociales du mouvement. Défense de la France fait alors appel à un huissier parisien qui comptabilise le stock. Chaque feuille est alors revêtue au dos d'un cachet rond comportant en son centre la croix de Lorraine et sur le pourtour l'inscription « Défense de la France - direction - Atelier des faux ». Toutes les autres feuilles sont incinérées et le tampon d'authentification est détruit devant huissier.

Lors de l'exposition «Atelier des faux et imprimerie de DF» qui se tient dans les salons de l'hôtel Scribe à Paris de décembre 1944 à janvier 1945, ce faux timbre est vendu sous la forme de souvenirs philatéliques commémorant le coup d'audace et la maîtrise technique de cette organisation clandestine⁽⁶⁾. Des feuilles entières mais aussi des blocs de 4 ou de 24 timbres sont proposés au public. Ils sont accompagnés d'un petit historique de quatre pages, *Le faux timbre «PÉTAIN»*. Véritable timbre de guerre ayant servi dans la Résistance, Conçu comme un certificat d'authenticité, il explique le contexte et les conditions de fabrication

Cet opusculé illustré de quatre pages édité par Défense de la France au début de l'année 1945 est remis avec chaque feuille ou bloc de faux timbres Pétain au moment de la vente à Paris.

Présentation au public des faux timbres à l'effigie de Philippe Pétain lors de l'exposition « Atelier des faux et imprimerie de DF » qui se tient à Paris de décembre 1944 à janvier 1945.

dans la clandestinité de ce faux timbre ainsi que les différences avec la vraie vignette postale. Il est également vendu à l'exposition «Atelier des faux Défense de la France» de Bruxelles entre la 12 et le 24 novembre 1945. Pour l'occasion, un timbre est collé sur deux types encarts philatéliques dont l'un porte cette inscription : « Comment les Français ont bafoué les Nazis ».

Cette vente rapporte une dizaine de millions de francs, une manne qui, avant même le retour des déportés, permet à Défense de la France de mettre en place une aide sociale d'urgence pour ses membres ou leurs familles en difficulté mais aussi de prévoir leur réinsertion professionnelle grâce au projet de Centre de formation internationale⁽⁶⁾. Une partie de cette somme sert ensuite à rendre hommage aux morts du mouvement avec la parution en 1946 du martyrologe *Les témoins qui se firent égorger* publié aux éditions Défense de la France dans la collection Défense de l'Homme.■

(1) Cf. Olivier Wieviora, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France. 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995, p. 121.

(2) Cf. Xavier Aumage et Julie Baffet, *Mémoire d'objets. Histoires de résistants*, éd. Ouest France, 2016, p. 17. Rappelons qu'en janvier 1944, le tirage de *Défense de la France* atteint le chiffre de 450 000 exemplaires, un record pour la presse clandestine.

(3) Le numéro 43 de *Défense de la France* daté du 21 août 1944 mais diffusé au grand jour après la Libération de Paris retrace à grand renfort de photographies l'histoire des imprimeries de DF.

(4) Lopuscule *Le faux timbre «PÉTAIN». Véritable timbre de guerre ayant servi dans la Résistance*, [sd]. reproduit les documents officiels attestant de ces dons.

(5) Cf. Philippe Viannay, *Du bon usage de la France*, Paris, éd. Ramsay, 1988, p. 214-215

(6) *Ibidem*



21 octobre 2006. De gauche à droite, André Bessière, Pierre Gastineau, Charles Pot et Stéphane Hessel discutent à l'occasion des troisième Rencontres et dédicaces autour du livre résistant. Photo Marc Finelrin



27 octobre 2007. Raymond Aubrac et Serge Ravelo évoquent leurs souvenirs à l'occasion des Rencontres et dédicaces de 2007. Photo Marc Finelrin



2 décembre 2017. De nombreux auteurs et un large public ont pu dialoguer à l'occasion des dernières Rencontres et dédicaces autour des livres sur la Résistance le 2 décembre dernier. Photo Frantz Malassis

Les Rencontres et dédicaces autour du livre résistant, un moment d'échanges unique depuis quinze ans

Depuis quinze ans, nos Rencontres et dédicaces autour du livre résistant sont devenues le rendez-vous traditionnel et convivial de celles et ceux qui partagent la même passion de l'histoire de la Résistance, de ses combats et de sa mémoire. C'est aussi le rendez-vous amical pour les témoins et les historiens de ces «*Années-là*» assis côte à côte, devant des tables, harmonieusement disposées dans les salons de la Fondation de la Résistance et de la Déportation.

On avait plaisir, il y a quelques années, à voir et écouter **Lucie** et **Raymond Aubrac** évoquer Jean Moulin avec Serge Ravelo en dédicant leurs livres de souvenirs, à rencontrer **Jean-Louis Crémieux-Briac** présenter son livre de référence écrit sur *La France libre* et sa biographie consacrée à Georges Boris. Les fidèles de ces après-midis y croisaient **Jean-Pierre Renouard** avec son livre *Un costume rayé d'enfer*, **Danièle Déon Bessière** et son époux **André Bessière** discutant autour de leurs nombreux ouvrages sur la transmission de la mémoire de la déportation. D'autres fidèles étaient souvent présents comme **Odile de Vasselot**, résistante du réseau Comète, avec son livre de souvenirs *Tombé du ciel*, **Jean-Mathieu Boris**, «*jeune homme de 92 ans qui racontait avec humour et naturel son parcours de Français libre*», dédicant son livre *Combattant de la France libre*. **Marie-José Chombart de Lauwe**, l'actuelle présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, signait ses ouvrages, au milieu de ses enfants et petits-enfants, à la même table que **Jean Gavard** venu pour son livre de souvenirs *Une jeunesse confisquée 1940-1944* non loin de **Roger Bourderon**, biographe de Rol-Tanguy. **Stéphane Hessel** fut très présent parmi nous avec ses ouvrages et notamment *Ma mémoire, la poésie ma nécessité*, recueil de quatre-vingt-huit poèmes qu'il connaissait par cœur et qui avaient accompagné sa vie de «*résistant-déporté-diplomate*».

Le professeur **Antoine Prost**, président du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance fut aussi des nôtres pour signer le livre écrit avec **Jay Winter**, professeur à l'université de Yale, sur René Cassin, belle biographie sur le légiste de la France libre. Au cours de ces années, ces après-midis de dédicaces furent souvent honorées par le professeur **François Jacob**, de l'Académie française, prix Nobel de médecine et chancelier de l'Ordre de la Libération, par **Pierre Lefranc**, **Pierre Sudreau**, **Jacques Baumel**, et aussi **Robert Salmon** venu présenter le premier tome de ses souvenirs *Chemins faisant... Vers la Résistance. Du lycée à Défense de la France* tout comme **Fred Moore**, chancelier de l'Ordre de la Libération avec ses mémoires *Toujours Français libre*.

Comme à chaque fin d'année, le temps d'un après-midi, samedi 2 décembre dernier, tous nos amis se sont retrouvés dans les salons des Fondations autour des derniers ouvrages parus sur la Résistance. Étaient présents **François Romon** pour son ouvrage *Les écoutes radio dans la Résistance française. 1940-1945* (Prix Philippe Viannay-Défense de la France 2017), **Thomas Vaisset** pour *L'amiral d'Argenlieu. Le moine-soldat du gaullisme* (Prix littéraire de la Résistance 2017), **Christine Levisse-Touzé** et **Julien Toureille** pour *Leclerc patriote et rebelle*, **Charles Riondet** pour *Le Comité parisien de la Libération*, **Laurent Douzou** et **Jean Novosseloff** qui viennent de co-écrire *La Résistance obliée. Sa mémoire gravée par les timbres* et quelques autres auteurs.

Comme à chacune de nos Rencontres et dédicaces, depuis plusieurs années, la bande dessinée était au rendez-vous avec **Xavier Aumage**, **Jean-Christophe Derrien** tandis que **Jean-François Vivier** et **Régis Parenteau-Denoël** présentaient celle qu'ils viennent de dessiner et d'écrire aux éditions du Rocher sur **Honoré d'Estienne d'Orves**.

Ces Rencontres et dédicaces au fil des ans ont offert à nos amis et à un large public d'éclairer leur connaissance sur cette période de notre histoire tout en leur permettant de rencontrer et d'échanger avec des historiens de cette période: **Sébastien Albertelli**, **Laurent Douzou**, **Thomas Fontaine**, **Fabrice Grenard**, **Guy Krivopissko**, **Bruno Leroux**, **Christine Levisse-Touzé**, **Aurélien Luneau**, **Guillaume Piketty**, **Vladimir Trouplin**...

Jean Novosseloff

Site des Amis de la Fondation de la Résistance

www.memoresist.org

Au cours de l'année 2017, 92064 pages ont été consultées par des internautes.



Adhésion :

Si vous voulez soutenir les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance :

Cotisation 30 €

(incluant l'abonnement à *Résistance et Avenir*).

Association des Amis de la Fondation de la Résistance
«*Mémoire et Espoirs de la Résistance*»

Place Marie-Madeleine Fourcade,

16-18, place Duplex, 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org

site internet : www.memoresist.org

Tél. : 01 45 66 92 32



Le 16 janvier 2018, Martine Seguela, déléguée de MER pour l'Eure, a participé au ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe à Paris avec ses élèves du lycée Jean Moulin des Andelys (Eure).

Retrouvez toutes nos activités sur notre site : www.memoresist.org

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Ton œuvre est à toi. *Journal de Marche* (3 septembre 1939-8 mai 1945).

Antoine Armand Chassaing.
Tulle, Mille Sources, 2016, 303 p., 24 €.

Si la Corrèze fut l'un des départements où les maquis ont été les plus nombreux, les ouvrages publiés sur le sujet ont tendance à se focaliser essentiellement sur les Francs-tireurs et partisans (FTP), rejetant dans l'ombre les autres organisations qui luttèrent pour la libération du département, notamment l'Armée secrète (AS). Un tel déséquilibre s'explique par la cristallisation développée autour de l'attaque déclenchée par les FTP les 7 et 8 juin 1944 pour tenter de libérer Tulle.

La publication des Mémoires d'Armand Chassaing, grâce à ses deux fils, Laurent et Patrick, à partir de ses notes et carnets, permet d'offrir un regard différent, notamment par rapport à l'ouvrage *Maquis de Corrèze* réalisé à partir des témoignages des anciens FTP. Jeune officier fait prisonnier en juin 1940, Armand Chassaing s'évade de son *Oflag* au cours de l'été 1941. Il crée un maquis près de Marçillac-la-Croisille en 1943, intégré à l'AS. Puis il participe au sein du Corps Francs de Tulle aux

combats pour la libération du département. Préfacé par l'historien Gilbert Beaubatie, cet ouvrage apporte une pierre importante à l'histoire de la Résistance en Corrèze. Il permet de comprendre le contexte de la naissance des maquis de l'AS dans le département, le rôle qu'ils ont pu jouer lors des combats de la Libération (notamment lors de la bataille d'Egletons en août 1944) et surtout les tensions importantes qui opposèrent localement l'AS et les FTP au sujet des questions stratégiques et politiques.

Antoine Mauduit, *une vie en résistance.* Philippe Franceschetti. Grenoble, PUG, 2017, 312 p., 19 €.

Cette biographie évoque un résistant méconnu bien qu'ayant joué un rôle important dans le développement de la Résistance parmi les milieux d'anciens prisonniers de guerre ainsi que dans l'essor des maquis des Hautes-Alpes. Promis à une vie bourgeoise, Antoine Mauduit connaît une crise mystique l'amenant à quitter son métier d'entrepreneur pour mener différentes retraites spirituelles et s'engager dans la Légion. Fait prisonnier en juin 1940, l'expérience de la captivité en Allemagne lui permet de découvrir Notre-Dame de La Salette par l'intermédiaire

du prêtre Henri Perrin. Libéré en juillet 1941, il intègre l'armée d'armistice. Démobilisé en mai 1942, Mauduit s'installe au château de Montmaur où il crée une communauté, La Chaîne, menant des œuvres d'assistance aux prisonniers de guerre. Cette communauté se développe dans un premier temps en accord avec le régime de Vichy, promouvant les valeurs de la Révolution nationale (retour à la terre, moralisation de la nation, rechristianisation), avant de s'en détacher à partir de la fin 1942. Sous la couverture de chantiers forestiers, Mauduit accueille différentes catégories de personnes menacées (Alsaciens, Juifs, réfractaires). François Mitterrand ainsi que la famille Klarsfeld séjournèrent notamment à Montmaur. En 1943, il transforme ses chantiers forestiers en maquis et fait de Montmaur une école de cadres. Arrêté en janvier 1944, Mauduit est déporté à Dora. Il meurt quelques jours après la libération du camp, le 9 mai 1945.

Cette biographie qui évoque une trajectoire des plus atypiques constitue une nouvelle preuve des ambivalences de la période. Elle illustre l'importance qu'a pu revêtir la religion dans l'engagement résistant et offre un nouvel exemple de ceux que l'on qualifie parfois de vichysto-résistant pour avoir soutenu Vichy avant de basculer dans la Résistance.

Histoire des Francs-tireurs et partisans, Isère, Savoie, Hautes-Alpes.

Sous la direction d'Olivier Cogne et Gil Emprin.
Grenoble, PUG, 2017, 248 p., 19 €.

Ce livre collectif tente d'établir un état des lieux de l'histoire des FTP à l'échelle de trois départements (Isère, Savoie et Hautes-Alpes) appartenant à la Région 1. L'intérêt de cet ouvrage réside dans la spécificité du territoire étudié, une région rurale et montagnarde, offrant un regard différent par rapport aux études déjà réalisées sur les FTP, essentiellement centrées sur la région parisienne. Plus éloignés du centre, souffrant de liaisons difficiles avec l'appareil, agissant dans un milieu qui ne constitue pas le terrain habituel de la lutte insurrectionnelle, les FTP étudiés ici se révèlent assez différents de ceux qui s'étaient illustrés dans la guérilla urbaine. Les auteurs montrent des débuts souvent balbutiants en 1942 et un passage à l'action assez tardif, qui ne commence qu'à la fin 1943. Ils soulignent aussi que nombre de résistants engagés dans les FTP n'étaient pas communistes dans des territoires où l'on rejoignait souvent une organisation résistante davantage pour des raisons de proximité que pour des raisons idéologiques. N'occupant qu'une place très minoritaire dans ces régions alpines avant la guerre, le PCF retire les fruits de son engagement dans la Résistance, augmentant ses effectifs (15 000 militants dans l'Isère au lendemain de la Libération, soit cinq fois plus qu'en 1938) et réalisant des scores électoraux sans précédent (constitution d'une « ceinture rouge » autour de Grenoble). ●

Fabrice Grenard

Honoré d'Estienne d'Orves. Pionnier de la Résistance

Scénario de Jean-François Vivier, dessins de Régis Parenteau-Denoël alias Denoël et couleurs de Joël Costes
Monaco, éditions du Rocher, 2017, 48 p., 14.50 €.

Cet album, et c'est là la force de la bande dessinée, nous livre un portrait vivant d'Honoré d'Estienne d'Orves à hauteur d'homme : un homme jovial soutenu par la foi qui aime aller à la rencontre de son prochain.

Cette biographie en images décrit les années de formation de ce jeune aristocrate provençal marquées par une éducation traditionnelle où la foi catholique est très présente. Après sa sortie de polytechnique, sa carrière d'officier de marine l'amène à voyager à travers le monde, occasion pour lui de poursuivre son ouverture aux autres cultures et de se passionner pour le rapport de l'homme à la spiritualité. Ayant réussi à rejoindre la France libre à Londres en septembre 1940, il part en France occupée pour créer le réseau Nemrod. Trahi par son radio, il est arrêté avec tous les membres de son réseau. Premier agent de la France libre fusillé avec Maurice Barlier et Yan Doornik au Mont-Valérien le 29 août 1941, il est accompagné au supplice par l'abbé Franz Stock qui fut son soutien spirituel tout au long de sa captivité.

La force de ce récit, très précis, tient aussi aux extraits de correspondances qu'Honoré d'Estienne d'Orves a écrits depuis les prisons du Cherche-Midi et de Fresnes. Ces passages permettent de plonger le lecteur dans son univers mental, de comprendre ses convictions profondes et le sens de son engagement jusqu'au sacrifice. ●

Frantz Malassis



Photo Marc Fiehlén



Disparition de François Archambault (1938-2018)

Secrétaire général de la Fondation de la Résistance de 1998 à 2014, François Archambault s'est éteint le 15 janvier dernier. Il a longtemps été un animateur attentif de notre revue assumant au sein du comité de rédaction de *La Lettre* les fonctions de rédacteur en chef (1999-2002) puis de directeur délégué de la publication (2002-2016).

Né le 10 septembre 1938 à Tours (Indre-et-Loire), François Archambault est issu d'une famille tourangelles engagée dans la Résistance. Docteur en sciences économiques, diplômé de l'institut d'études politiques (IEP) de Paris et de l'Institut français de presse (IFP), il débute sa carrière dans le monde de la presse comme secrétaire général de *La Nouvelle République du Centre-Ouest* (1965 à 1973) puis il devient président du directoire et rédacteur en chef de la Nouvelle agence de presse (1974 à 1982). En 1984, il intègre le groupe l'Oréal en tant que directeur de l'information économique, entreprise dans laquelle il poursuivra la deuxième partie de sa vie professionnelle. Il quittera l'Oréal en 2004, au moment de la retraite, comme directeur de l'information financière internationale.

Marqué par l'humanisme hérité de la Résistance, il s'investit dans la transmission de cette mémoire et de cette histoire auprès des jeunes générations. En 1994, fidèle au souvenir de son père Pierre Archambault, responsable de

la résistance tourangelles et co-fondateur à la Libération, avec Jean Meunier, de *La Nouvelle République*, mais aussi de son beau-père Georges-Louis Rebattet, compagnon de la Libération, François Archambault participe à la création de l'Association des Amis de la Fondation de la Résistance, Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER). Il en devient le président de 1996 à 2011, tout en étant administrateur d'associations issues de la Résistance comme Libération Nord et CND-Castille, deux organisations dans lesquelles son père s'était illustré dans la clandestinité.

Sous son mandat de président de MER, il développa avec le dynamisme et la sympathie que nous lui connaissions les activités de cette association qu'il voulait « œcuménique et consensuelle » et œuvra pour qu'elle propose à un large public de nombreux rendez-vous culturels tout au long de l'année. C'est sous son impulsion que sont nés « le printemps des poètes de la Résistance », les conférences-auteurs, la présentation du thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation à la Sorbonne réunissant historiens et acteurs de la Résistance.

Ses qualités humaines, mêlant étroitement culture et ouverture d'esprit, sont immédiatement remarquées et l'amènent à rejoindre l'équipe dirigeante de la Fondation de la Résistance. Administrateur puis secrétaire général depuis 1998, il est élu vice-président d'honneur à l'unanimité par le conseil d'administration au moment de son retrait pour raisons de santé en 2014.

Auteur de plusieurs ouvrages sur les questions économiques de la presse, il était très fier de la sortie de son dernier livre *Des révoltes exemplaires. Ces hommes qui ont dit non* (éditions Ouest-France, 2014) où il rendait un vibrant hommage aux résistants qu'il avait croisés et qui avaient inspiré son existence.

Chevalier de la Légion d'honneur et commandeur dans l'Ordre national du Mérite, François Archambault s'est éteint le 15 janvier dernier. Le jeudi 18 janvier, en la chapelle Saint-Louis de l'École militaire (Paris VII^e) une messe d'obsèques a réuni sa famille, ses proches et ses amis avant qu'il ne soit inhumé à Tours, sa ville natale. ●

Frantz Malassis

Arthur AIRAUD

Données extraites de CD/CD-ROM : La Résistance en Indre-et-Loire (2004)

Etat-civil

Né(e) le/en 3 juillet 1935 à La Chapelle-Saint-Etienne (Deux-Sèvres)

Profession en 1940 : cheminot

Domicile en 1940 : non renseigné

Résistance

Lieux d'action : Ile-de-France

Organisation de Résistance : OS - FTP - Front national de la police

Arrestation et détention

Date d'arrestation : 17 février 1944

Lieu de détention : Hôtel Dieu

Date de libération (ou éviction) : Evadé le 3 juillet 1944

Commentaires

Fondation de la Résistance

Depuis le lancement de la campagne de réalisation des CD-ROMs sur la Résistance dans les régions et départements au début des années 2000 et les recherches effectuées par les équipes départementales de l'AERI, une base de données nominative de résistants s'est progressivement constituée.

Fin 2017, ces éléments ont été intégrés sur le Musée de la Résistance en ligne où cette base est accessible depuis l'onglet « Personnes » de la page d'accueil. Il faut avoir conscience que cette base de données ne constitue pas un index des biographies et noms cités dans les notices présentées sur le Musée de la Résistance en ligne. Ainsi, pour une recherche sur l'ensemble des bases du Musée de la Résistance en ligne, il convient d'utiliser le moteur de recherche général situé sur la page d'accueil.

Cette base nominative comporte près de 41 000 noms. À titre de comparaison, le Service historique de la Défense à Vincennes détient environ 600 000 dossiers individuels de résis-

Activités du département AERI

La base personnes du Musée de la Résistance en ligne

tants homologués et, au niveau national, les demandes de carte de combattant volontaire de la Résistance représentent environ 300 000 dossiers individuels.

Cette base ne peut être exhaustive pour plusieurs raisons liées d'une part à la non-homogénéité des contenus de chaque CD-ROM, les équipes étant autonomes dans leurs choix éditoriaux, et d'autre part aux sources utilisées qui varient selon les projets : fichiers et dossiers de demande de carte de combattant volontaire de la Résistance ; dossiers individuels du Service historique de la Défense (Vincennes et Caen) ; ouvrages historiques, monographies locales, témoignages, presse locale ; fichiers associatifs ; ressources documentaires des musées et services d'archives ; enquêtes du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale...

La recherche historiographique a progressé depuis la parution des premiers CD-ROMs et il est possible que cette base de données comporte quelques erreurs ou inexactitudes. Les lecteurs qui en détecteront sont invités à nous les faire connaître (departement.aeri@fondationresistance.org). Il est également possible de rencontrer plusieurs occurrences de la même identité, ce qui s'explique par le fait qu'un résistant a pu transiter par plusieurs départements et qu'il est, de ce fait, cité dans plusieurs CD-ROMs.

Au regard des CD-ROMs édités, voici la liste des départements et régions couverts :

Ain, Ardèche, Aube, Charente-Maritime, Cher, Corse, Gard, Haute-Garonne, Haute-Savoie, Indre-et-Loire, Landes, Loire, Lot-et-Garonne, Lozère, Oise, Yonne, Marne, Savoie, Doubs, Drôme, Ile-de-France (partiellement), Alsace, Somme. À ces départements, il faut ajouter le DVD-ROM spécifiquement consacré à la résistance polonaise en France.

Actuellement, la recherche dans la base de données peut se faire par nom, prénom, pseudonyme ou organisation de la Résistance. Dans les mois à venir, il est prévu d'ajouter à ces champs une possibilité de recherche par *corpus* (exemple : maquisards du Vercors, résistants d'Eysses...). Les résultats s'affichent sous forme de liste. Quant aux notices en elles-mêmes, elles comprennent différents champs suivant les informations disponibles : état-civil, lieux d'action, organisation de résistance, des informations de base relatives au jugement, à la détention ou à la déportation.

La base sera progressivement enrichie par l'ajout de nouvelles données issues des travaux actuellement menés soit par le département AERI soit par les équipes départementales travaillant sur le Musée de la Résistance en ligne. Depuis son ouverture au public à l'automne dernier, cette base nominative a été consultée par plus de 23 000 internautes. ●

Fabrice Bourré

Palmarès du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire 2016-2017

En 2017, 59 photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire qui au terme d'un examen attentif a décerné trois prix et deux mentions à l'occasion de cette dix-neuvième édition.

En mars 2017, pour la dix-neuvième année consécutive, les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle ont lancé une nouvelle édition du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire.

Ce concours offre aux élèves la possibilité de photographier des lieux de mémoire relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation, qu'ils soient situés en France ou à l'étranger. Par la maîtrise de la technique photographique et la rédaction d'un court texte expliquant leur démarche, les candidats peuvent exprimer leur sensibilité à l'égard des aspects artistiques et architecturaux des lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale.

Cette année, nous avons reçu 59 photographies⁽¹⁾ qui ont été soumises au jury du concours le vendredi 17 novembre dernier. Néanmoins, le jury a été contraint d'écarter des travaux non conformes au règlement. En effet, quinze candidats ont présenté des photographies de lieux de mémoire liés à la Première Guerre mondiale, ce que ne prévoit pas l'article 2 du règlement. Le jury a donc examiné 44 photographies⁽²⁾.

Cette année, les membres du jury ont été frappés par l'homogénéité des lieux de mémoire photographiés. Ainsi, 25 clichés ont été pris à Auschwitz dont très peu ont échappé à un regard classique influencé par les photographies prises au moment de la libération de ce camp, vision que les candidats ont cherché à reproduire.

Le jury a aussi fait le constat qu'un grand nombre de travaux étaient accompagnés de beaux textes inspirés traduisant l'émotion des élèves face aux lieux qu'ils découvraient. Sans négliger la sensibilité exprimée de la sorte, le jury regrette qu'elle ne se traduise pas également par une création photographique plus aboutie exprimant un point de vue original.

Au terme d'un examen minutieux des réalisations et de nombreux échanges entre les membres du jury, le palmarès du concours 2016-2017 a été proclamé.

Le jury a souligné que la qualité de certaines œuvres reçues ne peut qu'inciter à promouvoir plus largement ce concours. À ce titre, il faut rappeler le soutien précieux apporté par la Direction des Patrimoines, de la Mémoire, et des Archives (ministère de la Défense), qui a accepté de communiquer largement sur ses différents sites en ligne, et l'Association des professeurs d'Histoire Géographie (APHG), qui par le biais de sa revue *Historiens et Géographes*, a diffusé auprès des enseignants du secondaire les informations concernant ce concours⁽³⁾.

Frantz Malassis

(1) 59 candidats ont participé à ce concours : 9 collégiens et 50 lycéens (40 filles et 19 garçons) issus de 10 établissements scolaires (6 lycées généraux, 1 lycée professionnel et technologique et 3 collèges) originaires de 7 départements.

(2) 15 ont été prises dans 5 départements français et 29 à l'étranger dont 25 à Auschwitz.

(3) Le règlement et la composition du jury de ce concours sont consultables sur le site de la Fondation de la Résistance grâce à ce lien : http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/reglement_p.htm.

Les **deuxième** et **troisième prix** sont revenus respectivement à :

- **Louise OLIVIER**, élève de première économique et sociale au lycée Fénelon de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) pour sa création, « Le bouquet de la mémoire », réalisée en avril 2017 lors d'une visite du camp Auschwitz-Birkenau (Pologne).

- **Paul PATAULT**, élève de première scientifique au lycée Marceau de Chartres (Eure-et-Loir) pour sa prise de vue du camp du Stutthof (Pologne).

Enfin, **deux mentions spéciales du jury** sont venues récompenser :

- **Faustine FIALET**, élève de première scientifique au lycée Arthur Varoquaux de Tomblaine (Meurthe-et-Moselle) pour son cliché intitulé « Dernier regard » pris au camp de concentration de Buchenwald (Allemagne), en février 2017.

- **Axelle MAGNAC**, élève de troisième au collège Jean Bernard de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) pour son regard porté sur le mémorial du train fantôme à Sorgues (Vaucluse).



Photo Noémie de Sainte-Claire

Le **premier prix** a été décerné à **Noémie DE SAINTE-CLAIRE**, élève de première scientifique au lycée Fénelon de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) pour son cliché intitulé « Rémanences » pris au camp d'Auschwitz-Birkenau (Pologne) en avril 2017.

Cette candidate a accompagné sa photographie de réflexions que lui inspira ce lieu et d'éléments explicatifs de sa démarche créatrice :

« Rémanence : terme qui qualifie la persistance d'un phénomène même après la disparition de sa cause.

J'ai choisi de photographier le camp d'Auschwitz II qui a survécu à la mort du nazisme. À travers ce cliché, mon but était de faire renaître des bribes du passé afin de rendre hommage à la mémoire de tous ceux qui ont vécu l'horreur. Je présente une photographie monochrome pour donner de la force à la douleur sourde qui habite ce lieu. Cette photographie, prise à l'intérieur du camp, a été sélectionnée pour placer le spectateur au cœur de l'histoire plutôt qu'à l'extérieur d'où il l'observerait d'un regard détaché. Un jeu sur la profondeur dévoile un camp imposant [...] pour que les regards convergent vers son entrée qui peut être apparentée à une gueule béante ouvrant sur l'enfer. Les portraits diaphanes qui s'élèvent vers le ciel, disposés de part et d'autre des rails, renforcent la symétrie déjà présente dans la photographie originale. Ils sont également agencés de façon à rappeler les trains qui défilaient inlassablement dans une routine infernale. On peut encore voir la rémanence de ces visages identiques à droite et à gauche qui se reflètent indéfiniment dans le miroir du temps.

La photographie a été prise à genoux sur les rails [...] [où] j'ai [...] remarqué qu'il n'y avait jamais personne [...]. Est-ce l'expression d'un respect tacite ? En prenant ce cliché j'ai senti que j'apportais un témoignage différent, empreint de solennité. Les rails symbolisent également l'écoulement du temps. En effet, les visages les plus nets sont les plus proches du spectateur ce qui pourrait indiquer une proximité de la barbarie dans notre monde moderne. C'est pour cela que le travail de mémoire est nécessaire à chacun d'entre nous pour ne pas refaire les erreurs du passé. N'oublions pas. Nie zapomnij. Nicht vergessen. Do not forget. Non dimenticare.[...]

Vous pouvez retrouver toutes les photographies primées ou ayant obtenu une mention, accompagnées du texte intégral de présentation des candidats sur le site de la Fondation de la Résistance

www.fondationresistance.com